

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 15/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **INVIVO**

UNION INVIVO  
83 Avenue de la grande Armée  
75016 Paris

Références : 0006700574\_2026\_04\_08\_INVIVO\_VIIC\_échéances  
Code AIOT : 0006700574

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement INVIVO implanté Zone Portuaire BP 37 68490 Ottmarsheim. L'inspection a été annoncée le 19/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

- Suivi des échéances:
  - Contrôle des plans d'actions mis en place par l'exploitant, afin de répondre aux non-conformités constatées dans le cadre de la visite d'inspection du 11 avril 2025 (Action Nationale 2025 \_ Travaux par points chauds) ayant fait l'objet de demandes d'actions correctives formalisées dans le rapport de l'inspection du 11 avril 2025.
- Référentiels utilisés:
  - Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au

sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

- Arrêté préfectoral n°2014035-0012 du 4 février 2014 portant prescriptions complémentaires à la société INVIVO.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INVIVO
- Zone Portuaire BP 37 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700574
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société INVIVO exploite des silos de stockage de céréales sur la commune d'Ottmarsheim

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 11	Sans objet
3	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence un retour en conformité de l'exploitant vis-à-vis du cadre réglementaire initialement contrôlé.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Connaissance des risques et des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle initial du 11 avril 2025, l'Inspection avait constaté que les zones à risque d'incendie ou liées à la présence d'atmosphères explosives sous forme de nuages de poussières combustibles, identifiées par l'exploitant, n'étaient pas reportées sur un plan de zonage,</p>

contrairement aux exigences réglementaires.

Cette non-conformité avait fait l'objet d'une demande d'action corrective, formalisée dans le rapport de l'inspection du 11 avril 2025.

Dans le cadre de la présente inspection, l'exploitant a mis à disposition de l'Inspection, lors du contrôle en salle, un plan de zonage nouvellement élaboré, daté du 16 octobre 2025.

L'exploitant a précisé que ce document a été établi en cohérence avec l'étude de dangers (EDD) du site d'Ottmarsheim, dont la dernière mise à jour date de 2014, ainsi qu'avec le document relatif à la protection des travailleurs contre les explosions (DRPCE) dans sa version du 17 août 2015.

L'analyse de la complétude de ce plan de zonage, au regard de sa cohérence avec l'EDD et le DRPCE du site, n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.

Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives nécessaires pour se conformer à la prescription initialement contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Maîtrise de l'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Permis de feu

### **Prescription contrôlée :**

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.[...]

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),
- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.

### **Constats :**

Lors du contrôle initial du 11 avril 2025, l'Inspection avait constaté une incomplétude des permis de feu délivrés par l'exploitant, notamment l'absence de mention explicite du type de matériel autorisé pour les interventions concernées.

Cette non-conformité avait fait l'objet d'une demande d'action corrective formalisée dans le rapport de l'inspection du 11 avril 2025.

Dans le cadre de la présente inspection et afin de justifier du retour en conformité, l'exploitant a mis à disposition, lors du contrôle en salle, quatre permis de feu datés respectivement des 29

<p>juillet 2025, 26 septembre 2025, 7 octobre 2025 et 13 mars 2026. Ces documents, signés et délivrés par l'exploitant, concernaient des interventions générant des sources potentielles d'inflammation, telles que des opérations de découpage, de meulage et de thermorétractation.</p> <p>Après une analyse conjointe de ces documents, il a été constaté que l'exploitant fait désormais apparaître, sur chaque permis de feu, le type de matériel autorisé pour les interventions concernées.</p> <p>Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Consignes de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...]La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones[...].</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection initiale en date du 11 avril 2025, le contrôle de cette prescription visait à vérifier le respect des dispositions relatives à la signalisation aux entrées des zones à risques, en cohérence notamment avec les exigences prévues à l'article 59 de l'arrêté ministériel susvisé (article précisant la complétude des consignes d'exploitation et de sécurité).</p> <p>À ce titre, l'Inspection avait constaté que l'entrée de certaines zones identifiées par l'exploitant comme présentant des risques d'incendie ou des risques liés à une atmosphère potentiellement explosible due à la présence de poussières combustibles ne comportait pas l'ensemble des consignes de sécurité liées à ces facteurs de risque.</p> <p>Cela concernait notamment les installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la station de distribution de gasoil non-routier (risque incendie),</li> <li>• les séchoirs 1 et 2 (risque incendie),</li> <li>• les fosses de réception 1, 2 et 3 du silo 4 (risque d'explosion),</li> <li>• la fosse de réception "train" (risque d'explosion).</li> </ul> <p>Cette non-conformité avait donné lieu à une demande d'actions correctives, formalisée dans le rapport de l'inspection du 11 avril 2025.</p> <p>Dans le cadre de la présente inspection, lors du contrôle sur le terrain, il a été constaté que les affichages présents à l'entrée des zones précitées comportent dorénavant l'ensemble des consignes de sécurité essentielles à la prévention des risques.</p> <p>Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>